

À l'attention de son Excellence le Président de la République du Mozambique,
Filipe Jacinto Nyusi
Avenida Julius Nyerere, PABX 2000
Maputo, Mozambique

27 avril 2020

Votre Excellence,

Lettre ouverte conjointe : Préoccupations concernant la dégradation de la situation des droits de l'homme dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique.

Nous, les organisations de la société civile soussignées, vous écrivons pour vous faire part de notre profonde inquiétude face à la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le nord du Mozambique, en particulier les rapports faisant état de violences contre les citoyens par les forces de sécurité de l'État, notamment l'Unité d'intervention rapide (UIR) et le Groupe d'opérations spéciales (GOE), ainsi que le harcèlement et l'intimidation par ces mêmes forces des groupes de la société civile (OSC) et des journalistes simplement pour avoir fait leur travail dans la région. Nous sommes particulièrement préoccupés par la [disparition](#) forcée, le 7 avril 2020, du journaliste radio **Ibraimo Abú Mbaruco**, dont la dernière communication connue était celle d'être "entouré de soldats".

Bien que nous partagions la profonde inquiétude du gouvernement du Mozambique face à la crise sécuritaire actuelle dans la province du Cabo Delgado, qui a vu ces derniers mois une alarmante [escalade des violences](#) contre les résidents et les infrastructures de l'État, et que nous reconnaissons que le gouvernement a le droit et le devoir d'assurer la sécurité des citoyens contre les attaques des insurgés, nous réaffirmons qu'une stratégie antiterroriste efficace doit respecter et affirmer les droits, y compris le droit à la liberté d'expression et à la liberté des médias.

Le 7 avril 2020, [Mbaruco](#), un jeune journaliste de la *Radio communautaire de Palma*, a été porté disparu. Il a disparu de force peu après avoir quitté son travail vers 18 heures. Il a envoyé un SMS à son collègue pour lui dire qu'il était "entouré de soldats". Mbaruco n'a pas été revu ni entendu depuis. Sa disparition rappelle le cas du journaliste [Amade Abubacar](#), arrêté en janvier 2019 par des soldats et détenu arbitrairement au secret pendant trois mois.

Des images inquiétantes ont circulé, montrant les forces de sécurité de l'UIR et du GOE en train d'arrêter et d'agresser des passants du quartier de Paquitequete dans la ville de Pemba. Le 14 avril 2020, les forces de l'UIR et du GOE ont détenu pendant deux heures le journaliste de *STV* basé à Pemba, **Hizidine Achá**, [ont confisqué](#) son téléphone portable et l'ont contraint d'effacer les images de son appareil photo. Les images montraient les officiers en train d'agresser des passants. Cette agression brutale est une violation directe du droit à la vie, à l'intégrité physique et mentale et du droit de ne pas être soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, tels que garantis par l'article 40 (1) de la Constitution du Mozambique.

Plus tôt, en mars 2020, il a été [rapporté](#) que les forces de défense et de sécurité (FDS) menaient des "raids" contre les résidents des neuf districts touchés du nord du Mozambique, en arrêtant et en interrogeant des individus, en les soumettant à des fouilles arbitraires et en arrêtant tout individu dont l'appareil électronique contenait des messages audio ou des informations sur WhatsApp, Facebook ou Twitter, en rapport avec les attaques. Les travailleurs des organisations non gouvernementales et les journalistes ont été les principales cibles de ces actions.

Ces "raids", associés aux restrictions répétées imposées aux journalistes qui tentent de couvrir la situation dans la région, corroborent les conclusions d'un effort systématique et délibéré visant à restreindre l'accès à l'information sur l'étendue de la crise dans le Cabo Delgado. Nous rappelons respectueusement au gouvernement du Mozambique [le rôle essentiel que le droit à la liberté d'expression](#)

[et à la liberté des médias peut jouer dans la promotion de l'égalité, la lutte contre l'intolérance et l'information de la population.](#)

Les forces de sécurité ont récemment imposé un [couvre-feu](#) non déclaré et donc injustifié de 19 heures à 5 heures du matin, à Pemba, prétendant que les habitants de Paquitequete cachent des "insurgés" en leur permettant d'infiltrer des groupes de personnes déplacées qui ont fui les attaques des zones voisines de Mocímboa da Praia, Macomia, Quissanga, Quirimbas et de l'île d'Ibo. Le couvre-feu nocturne a également été signalé dans la ville de Palma.

Le Mozambique connaît une [crise](#) qui devient de plus en plus sophistiquée au fil des jours. Depuis le début des violences en 2017, plus de [900 personnes](#) ont été tuées et des [centaines de milliers déplacées](#). La crise humanitaire a été exacerbée par les effets persistants du [Cyclone Kenneth](#) et maintenant par les défis posés par la pandémie mondiale [COVID-19](#). Il est inquiétant de constater que la réponse du Mozambique aux menaces des insurgés a été [entachée](#) par des allégations de violations des droits de l'homme et d'abus, notamment des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et le refus d'accès à l'information sur ce qui se passe au Cabo Delgado. Il n'est pas surprenant que cela ait [suscité](#) des préoccupations d'aliénation et de méfiance dans les communautés. Nous nous faisons l'écho des mises en garde Mme Fionnuala Ní Aoláin, [rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales](#) dans la lutte antiterroriste : "*Tout programme de prévention de l'extrémisme violent dans le monde contribue directement aux violations des droits de l'homme et peut même favoriser la radicalisation au lieu de la prévenir...*".

À la lumière de ce qui précède, nous demandons respectueusement aux autorités mozambicaines de s'abstenir de harceler et d'intimider les personnes et les groupes de la société civile, y compris les travailleurs des organisations non gouvernementales et les journalistes. Nous demandons également aux autorités d'ouvrir rapidement une enquête approfondie, impartiale et efficace sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'abus commis par les forces de sécurité et de traduire en justice toutes les personnes soupçonnées d'en être responsables. En outre, nous recommandons vivement que le Mozambique adopte des mesures proactives pour protéger sa population contre l'usage excessif de la violence par les forces de sécurité. Nous demandons spécifiquement aux autorités mozambicaines d'enquêter rapidement, de manière approfondie et efficace sur la disparition forcée du journaliste Ibraimo Abú Mbaruco et de faire preuve de transparence dans ces efforts. Dans les cas d'arrestation et de détention d'individus soupçonnés d'activités terroristes, nous demandons instamment aux autorités de garantir pleinement les garanties d'une procédure régulière telles que le droit d'être informé des accusations, l'accès à une représentation juridique et le droit d'être traduit devant un tribunal dans les 48 heures. Enfin, nous demandons aux autorités mozambicaines de prendre des mesures concrètes en adoptant une approche fondée sur les droits de l'homme dans leur lutte contre l'insurrection au Mozambique, en particulier le droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information.

Nous vous remercions pour votre attention sur cette question cruciale.

Cordialement,

SIGNATAIRES

1. Africans Rising
2. Amnesty International
3. Association des journalistes cap-verdiens (AJOC)
4. Centre de la démocratie et du développement (CDD)
5. CIVICUS
6. Comité pour la protection des journalistes (CPJ)
7. Les amis de l'Angola
8. Fédération des journalistes de langue portugaise (FJLP)
9. Fédération nationale des journalistes - Brésil (FENAJ)
10. Institut international de la presse (IPI)

11. Institut des médias d'Afrique australe (MISA)
12. OMUNGA
13. Reporters sans frontières (RSF)
14. Solidarité Mozambique (SOLDMOZ-ADS)
15. Réseau des défenseurs des droits de l'homme d'Afrique australe
16. Centre du contentieux de l'Afrique australe (SALC)
17. Le Forum des éditeurs africains (TAEF)